

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

---

### DECONSTRUCTION DE 2 APPONTEMENTS ET LEURS FRONTS D'ACCOSTAGE AU GRAND QUEVILLY (76)

---

**REMISE DES OFFRES POUR LE :**  
le 24 mai 2024 à 16h00

**GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE  
DIRECTION TERRITORIALE DE ROUEN  
DIRECTION DU CHENAL ET DES TRAVAUX MARITIMES  
SERVICE ÉTUDES ET TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES  
34 boulevard de Boisguilbert - BP 4075  
76022 ROUEN CEDEX 3  
Tél. : 02.35.52.54.24**

## SOMMAIRE

<b>1 - Objet et étendue de la consultation .....</b>	<b>3</b>
1.1 – Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Décomposition de la consultation.....	3
1.4 - Nomenclature.....	3
<b>2 - Conditions de la consultation .....</b>	<b>3</b>
2.1 - Délai de validité des offres .....	3
2.2 - Forme juridique du groupement .....	3
2.3 - Variantes.....	4
<b>3 - Les intervenants .....</b>	<b>4</b>
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	4
3.2 - Contrôle technique.....	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
<b>4 - Conditions relatives au contrat .....</b>	<b>4</b>
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	4
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	4
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
<b>5 - Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>4</b>
<b>6 - Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>5</b>
6.1 - Documents à produire.....	5
6.2 - Présentation des variantes.....	6
6.3 - Visites sur site.....	6
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau .....	7
<b>7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....</b>	<b>7</b>
7.1 Transmission électronique .....	7
7.2 : Signature électronique .....	8
7.3 : Copie de sauvegarde .....	8
<b>8 - Examen des candidatures et des offres .....</b>	<b>8</b>
8.1 - Sélection des candidatures.....	8
8.2 - Attribution des marchés.....	9
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
<b>9 - Renseignements complémentaires.....</b>	<b>10</b>
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
9.2 - Procédures de recours.....	10

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne la déconstruction de deux appontements en béton et la suppression des éléments qui constituent les fronts d'accostage ainsi que les éléments d'amarrage situés sur la commune du Grand Quevilly (76).

- L'appontement de Rhône Poulenc a été construit en 1975. C'est un ouvrage en béton armé de 25m large en T sur pieux béton espacés d'environ 4m50. Celui-ci avait la particularité d'avoir la capacité de pouvoir accueillir 2 barges en parallèle sur ses fronts d'accostage. Les éléments composant les 2 fronts d'accostage présentent des traces d'amiante.
- L'appontement Charvet, construit dans les années 1970, est un ouvrage en béton armé sur pieux béton. Une partie de cet ouvrage s'est effondrée due à une rupture du contreventement. Celle-ci est la partie à déconstruire. Les éléments du front d'accostage, composé d'1 Duc d'Albe en acier et de 2 Ducs d'Albe bois, sont également à déposer et évacuer.
- L'enlèvement et le traitement en décharge agréée d'éléments acier (tubes, palpieux, ceintures ou liernes de caissons) dont la peinture résiduelle présente des traces d'amiante. Ces éléments sont situés sur la commune de Canteleu (76).

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots dans la mesure où toutes les prestations correspondent à de la déconstruction et l'enlèvement de déchets. L'achat de déconstruction de 2 appontements situés sur la même commune permet de facilement mutualiser un engin nautique. Cette mutualisation a un intérêt économique substantiel pour l'acheteur public.

### 1.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
451111100-9	Travaux de démolition.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

L'entité adjudicatrice ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### **2.3 - Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **3 - Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### **3.2 - Contrôle technique**

Il n'est pas prévu d'avoir recours à un contrôleur technique. Les prestations de contrôle sont réalisées par le maître d'œuvre.

### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Les travaux seront soumis à un plan de prévention d'HAROPA PORT et/ou à un PPSPS notamment pour les travaux spécifiques comportant de l'amiante.

## **4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le détail estimatif (DE)
- Les plans
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux
- Les pièces techniques et d'archives mises à dispositions des entreprises

Les candidats sont informés que le dossier de consultation est entièrement dématérialisé.

Il est téléchargeable gratuitement sur le profil d'acheteur PLACE (Plate-forme des Achats de l'Etat) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

⇒ Pièces de la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et

RC - Déconstruction de deux appontements et leurs fronts d'accostage au Grand Quevilly (76)  
le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours.

⇒ Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Oui
Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)	Oui
Le sous-détail des prix forfaitaires	
Le détail estimatif (DE)	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.	Oui
Un certificat de visite du site	Oui
Une note méthodologique définissant en particulier les moyens techniques, humains, méthodes envisagées pour réaliser les études et travaux. Cette note sera accompagnée d'un planning prévisionnel d'exécution comportant de manière détaillée les cadences adoptées pour les tâches principales et une analyse des risques avec les mesures de préventives ou alternatives envisagées.	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Présentation des variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 6.3 - Visites sur site

La visite du site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Pour cela le soumissionnaire prendra RDV au 02-35-52-54-24 auprès du secrétariat SETI. Lors du RDV un certificat de visite sera délivré qui devra être joint à l'offre.

HAROPA PORT se réserve le droit de refuser toute demande de visite si celle-ci est effectuée moins de 5 jours avant la date et l'heure limite de remise des offres. HAROPA PORT est libre dans l'établissement du planning de visite de site. Il ne pourra être tenu responsable en cas d'impossibilité de visite résultant d'une incompatibilité de planning entre le candidat et lui-même.

#### 6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :

..... pendant le délai de ....  
ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : .....

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

### 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

#### 7.1 Transmission électronique

Les candidats devront obligatoirement transmettre leurs plis par voie électronique, sur le profil d'acheteur PLACE, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute offre dématérialisée enregistrée sur le site après la date et l'heure fixées au présent Règlement de Consultation sera réputée n'avoir jamais été remise et le candidat en est informé. Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (courriel, etc.).

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Les modalités de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics sont régies, notamment, par les articles R2132-1 à 14 du Code de la commande publique et l'arrêté du 22 mars 2019.

Il est fortement conseillé aux candidats de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation. La création d'un compte permettra aux candidats de déposer leurs réponses, recevoir les alertes relatives à la modification du DCE, aux rectificatifs, aux demandes de compléments et accéder aux questions-réponses. La création d'un compte est simple.

Les candidats sont informés que s'ils ne s'inscrivent pas sur la plateforme avant de télécharger le DCE, ils ne seront pas informés des questions-réponses qui seraient déposées sur la plateforme ni des éventuels rectificatifs publiés sur la plateforme.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leur pli soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Il est fortement recommandé, lors d'un dépôt de pli électronique, de prévenir l'acheteur public à l'adresse suivante : [marches.publics@haropaport.com](mailto:marches.publics@haropaport.com) en précisant :

- le nom de l'entreprise,
- l'objet de l'accord cadre, la référence sur le site de l'acheteur,
- la date et l'heure du dépôt du pli électronique ainsi que la copie du récépissé électronique,
- les coordonnées de la personne responsable de l'offre.

## 7.2 : Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les deux parties.

## 7.3 : Copie de sauvegarde

Il est conseillé aux opérateurs économiques de transmettre, en parallèle, une copie de sauvegarde sur papier ou autre support informatique placée dans un pli scellé. Pour être valablement utilisée, cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres et porter les indications suivantes :

Offre pour :

DECONSTRUCTION DE DEUX APPONTEMENTS ET LEURS FRONTS D'ACCOSTAGE  
AU GRAND QUEVILLY (76)

---

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé à l'accueil du siège de HAROPA PORT (du lundi au vendredi, de 9h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h00) ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document à savoir le Lundi 24 mai 2024 à 16 h 00 et ce, à l'adresse suivante :

HAROPA PORT- DIRECTION TERRITORIALE DE ROUEN  
Direction du Chenal et des Travaux Maritimes  
Service Etudes et Travaux d'infrastructures  
34 boulevard Boisguilbert - BP 4075  
76022 ROUEN CEDEX 3

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée et /ou non conforme à la demande, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

La transmission de la copie de sauvegarde suit la procédure de présentation des offres.

Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

**N.B. : La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :**

1° / Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° / Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.



Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux du Code de la Commande Publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Garanties et capacités techniques et financières
- Référence et / ou capacité professionnelle

## 8.2 - Attribution des marchés

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	70.0 %
2-Valeur technique	30.0 %

- Prix

Le critère « Prix » sera noté sur 70 points par application de la formule :

**Note** = pondération X (prix moins disant / prix du candidat)

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- Valeur technique :

Le critère « Valeur technique » sera apprécié et noté sur 30 points d'après les mémoires justificatifs et notices descriptives des offres. L'analyse des offres portera une attention particulière aux efforts fournis par le candidat pour l'établissement de son offre technique.

Il sera pris en compte pour la notation de la valeur technique :

⇒ Sur 15 points :

La qualité de l'analyse et des propositions pour éviter la chute d'éléments en Seine pour préserver l'environnement et le chenal de navigation.

⇒ Sur 15 points :

La qualité de la prise en compte des exploitations proches des 2 appontements à déconstruire : Les exploitations concernées sont :

- Rubis Terminal pour le quai CPA1,
- L'accès des exploitations avoisinantes à Rubis Terminal. Une attention sera portée sur les conditions de stockage des déblais et les justifications pour conserver un accès poids lourds sur la voie de desserte à la société Derichebourg,
- Le quai CFF exploité par la société Derichebourg

La notation des sous critères prendra en compte les mémoires justificatifs et notices descriptives.  
La grille de notation est la suivante :

- 0% - Information inexistante
- 25% - Offre peu satisfaisante
- 50% - Offre moyennement satisfaisante
- 75% - Offre satisfaisante
- 100%- Offre très satisfaisante

La note finale « Valeur technique » attribuée à chaque soumissionnaire sera donc établie de la sorte :

Note « valeur technique » (sur 30 points) = note sous-critère 1 (sur 15 points) + note sous-critère 2 (sur 15 points)

Une note « valeur technique » inférieure ou égale à 10 points sur 30 sera éliminatoire pour l'offre considérée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète ou méconnaissant la législation en vigueur pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et qu'elle n'entraîne pas de modification substantielle allant à l'encontre du principe de l'intangibilité de l'offre.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice se laisse la possibilité d'engager des négociations avec les 2 candidats les mieux notés dans l'analyse des offres. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

RC - Déconstruction de deux appontements et leurs fronts d'accostage au Grand Quevilly (76)  
Tribunal Administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76000 ROUEN

Tél : 02 35 58 35 00  
Télécopie : 02 35 58 35 03  
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché public ou de l'accord-cadre ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n° 358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.